

REPORTERS SANS FRONTIERES

POUR LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION



www.madagate.com

La Grande Ile renoue-t-elle avec les plus sombres heures de la censure ?

Le rédacteur en chef et un journaliste de *Madagascar Matin* sont emprisonnés pour "diffamation" depuis le 21 juillet après avoir publié un

[courrier de lecteur](#)

, ceci quelques semaines après une déclaration inquiétante de la présidence sur la liberté de la presse.

Jean-Luc Rahaga, directeur de la publication et rédacteur en chef du quotidien *Madagascar Matin*, ainsi

que

Solo

Rabefiringa

alias Didier Ramanoelina, de son vrai nom Didier Randriambinintsoa, journaliste dans le même quotidien, sont en détention provisoire à Antanimora, la prison tristement célèbre d'Antananarivo, en attendant leur procès en diffamation prévu mercredi 23 juillet 2014 à 13h00.

"Mettre deux journalistes en prison pour une affaire de diffamation est une mesure disproportionnée. Comment peut-on priver de liberté deux journalistes pour avoir publié une lettre ? Quelle menace représentent-ils pour la société ? Une telle sévérité fait naître le doute sur les motivations politiques qui ont pu pousser à cette incarcération," déclare Clea Kahn-Sriber, responsable du bureau Afrique de Reporters sans frontières. "

Il est inquiétant de voir la grande Ile revenir aux plus sombres heures de la censure. Nous demandons la libération immédiate de ces deux journalistes qui n'ont rien à faire en prison."

Convoqué dès 7h30 du matin, le 21 juillet, à la section recherches criminelles de la gendarmerie nationale, Jean-Luc Rahaga a été interrogé pendant plusieurs heures sans interruption. « Je n'ai rien bu ni mangé pendant 7h », nous a-t-il déclaré. Quelques heures plus tard, le journaliste Solo Rabefiringa est également convoqué pour "motifs le concernant". Le

dossier est ensuite transféré dans l'après-midi au parquet qui, vers 18h, délivre un mandat de dépôt à l'encontre des deux journalistes. Une telle célérité est rare dans le système judiciaire malgache et laisse penser que des pressions politiques ont pu être exercées pour régler rapidement cette affaire.

Ces arrestations font suite à la plainte déposée en "diffamation sur la voie publique", notamment par Rivo Rakotovao, ministre d'Etat chargé des Infrastructures et de l'Aménagement du territoire en réaction à la publication, le 12 juillet 2014, dans le quotidien *Madagascar Matin* d'une lettre de lecteur, mentionnant plusieurs noms d'officiels impliqués dans le trafic de bois de rose. Parmi les officiels, le ministre Rivo Rakotovao, mais également Anthelme Ramparany, ministre de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts et Narson Rafidimanana, ministre du Commerce.

Ces arrestations semblent confirmer l'assombrissement du climat de la liberté de l'information à Madagascar depuis l'élection du président Héry Rajaonarimampianina, le 20 décembre 2013. En juillet, ce dernier prévenait les journalistes de "prendre garde" et posait les "limites" de la liberté de la presse. Dans le même mois, son Premier ministre demandait aux journalistes de cesser les "questions dérangeantes" au président.

Madagascar, qui a connu une élection présidentielle en décembre 2013 après quatre années de crise politique occupe la 81ème place sur 180 pays, dans l'édition 2014 du [Classement de la liberté de la presse](#) établi par Reporter sans frontières.

(Photo de Jean Luc Rahaga, au premier plan et de Solo Rabefiringa au deuxième, intégrant la prison d'Antanimora)

www.rsf.org

NDLR



[Palais de Justice Anosy, Antananarivo, le 23 juillet 2014](#) . Nous y voilà : après quelques heures d'un simulacre de procès, Jean Luc Rahaga et Didier Ramanoelina, respectivement directeur de publication et rédacteur en chef du quotidien Madagascar Matin, n'ont pas bénéficié de la liberté provisoire et doivent donc attendre le verdict, le vendredi 25 juillet 2014, à la prison d'Antanomora où ils ont été incarcérés depuis le lundi 21 juillet 2014.